

nada un système d'inspection semblable à celui du Maine. Mais même cette inspection rigide ne donne pas satisfaction aux producteurs de pommes de terre des autres parties des Etats-Unis. On prétend que si la maladie existe dans le Maine, cet état ne devrait pas avoir le droit de disséminer cette maladie par tous les Etats-Unis. On a adopté une nouvelle ligne de conduite.

Je vois dans le "Citizen" de ce matin une dépêche de Washington ainsi conçue:

Washington, 28 avril.—On annonce que des mesures préventives contre les pommes de terre du Maine, devant entrer en vigueur le 1er août prochain, ont été adoptées aujourd'hui par le département de l'agriculture, parce qu'on a constaté la présence de la gale poudreuse. Après le 1er août, les pommes de terre communes ou d'Irlande, ne pourront être expédiées en dehors de l'Etat du Maine, sauf en se conformant aux règlements du département de l'agriculture.

Ceci devrait convaincre même l'incrédule député de Muskoka (M. Wright) que les Américains sont quelquefois sincères dans ce qu'ils font et ne s'occupent pas uniquement à être désagréables aux producteurs de pommes de terre du Canada. Il est si facile de faire le fanfaron dans un petit village éloigné, qu'en venant ici on est quelquefois porté à oublier qu'on a changé de théâtre; on oublie que les arguments qui ont pu avoir du succès là-bas sont absolument déplacés dans la Chambre des communes. Je crois que c'est ce qui est arrivé à l'honorable député de Muskoka. Il s'imagine que tous les Américains naissent avec des cornes et les pieds fourchus et que leur unique occupation dans la vie est de faire des niches à l'empire britannique.

Nous ne sommes pas de cet avis et, pour ma part, je refuse absolument de partager cette manière de voir. Je suis convaincu que les Américains sont les commerçants les plus intelligents et les mieux doués qu'il y ait au monde; je suis prêt à admettre qu'ils réussissent mieux que tous leurs rivaux dans toutes leurs entreprises commerciales, et je dirai même qu'ils sont probablement aussi égoïstes que tous les autres peuples. Il n'est pas nécessaire de mettre les choses plus belles ou plus laides qu'elles ne sont. Ils sont adroits, entrepreneurs, soucieux de leurs intérêts et ne se laissent jamais dépasser quand la chose est possible.

Je crois avoir fait un tableau fidèle de la situation telle qu'elle existait à ce moment. Je ne vois qu'un seul rayon d'espoir, c'est que le département de l'agriculture des Etats-Unis n'a pas l'intention d'interdire absolument l'exportation des pommes de terre du Maine dans le reste des Etats-

Unis, car la dépêche que je viens de citer dit que les expéditions ne pourront être faites qu'en conformité des règlements du département de l'agriculture. Pourquoi notre ministre de l'Agriculture ne profiterait-il pas de cette occasion offerte qui lui est tendue et ne chercherait-il pas à savoir s'il est possible que ces règlements s'appliquent également au Canada? Je ne crois pas du tout à la maladie des pommes de terre de l'île du Prince-Edouard. Nos ministres ne doivent pas avoir peur de s'adresser au gouvernement des Etats-Unis; il ne mord pas, il ne rue pas, il ne fait rien de cela. Il n'est pas probable qu'il nous concèdera tous les avantages, mais j'espère que nous en avons fini avec tout ce fatras de drapeaux, de loyalisme, etc., lorsqu'il s'agit de commerce. Mettons-nous à l'œuvre sérieusement. Les Américains nous ont souvent donné la preuve qu'ils ne sont pas aussi méchants que le suppose l'honorable député de Muskoka; ils ont aboli les droits sur nos bœufs, sur nos porcs, sur nos moutons; ils ont réduit de moitié les droits sur notre foin et les ont abaissés sur notre orge. Ils disent de plus: Du moment que vous abolirez le droit sur notre blé, nous l'abolirons sur le vôtre. Ils nous font la même offre au sujet des pommes de terre et ils nous tendent la branche d'olivier plus qu'ils ne l'ont jamais fait jusqu'à présent. Ils désirent faire du commerce avec le Canada. J'admets que les cultivateurs du Maine ne désirent pas que nos pommes de terre aillent aux Etats-Unis, mais je suis convaincu que le président, le gouvernement et la grande majorité des consommateurs des Etats-Unis sont disposés à accepter nos pommes de terre en franchise, si nous abolissons les droits sur les leurs.

Je n'ai aucun doute non plus qu'ils s'efforceront sérieusement à empêcher la propagation de la maladie dans leur pays. S'ils sont convaincus de l'existence de cette maladie, comment pouvons-nous leur reprocher de prendre les moyens d'en empêcher la propagation? Si nous sommes convaincus que nos voisins désirent sincèrement commercer avec nous, je ne verrais rien d'humiliant à ce que le ministre de l'Agriculture, un membre du Gouvernement ou un fonctionnaire, se rendit à Washington pour voir s'il serait possible de conclure des arrangements par lesquels nos pommes de terre seraient admises aux Etats-Unis aux mêmes conditions que les pommes de terre de l'état du Maine. Nous avons constaté l'existence de la gale dans le Nouveau-Brunswick et dans la province de Québec et les Américains ont